

# Le bidonville est-il l'avenir de la ville ?

29 août 2016 / Jonas Lum (Reporterre)



Certains y voient le « pire des mondes possibles », d'autres un « atelier de l'avenir » sinon un « potentiel économique durable ». Enfant sans cesse, les bidonvilles abritent déjà une grande part de l'humanité. Et devraient continuer à le faire.

---

Un milliard. C'est le nombre de personnes qui vivent dans les quelque 200.000 bidonvilles que compte la planète. Paysans chassés de leurs terres, salariés licenciés, artisans sans ouvrage, victimes de guerre ou du changement climatique. Ils sont plus

nombreux chaque jour à peupler les marges des métropoles. Alors que plus de la moitié de la population mondiale vit déjà en ville et que l'exode urbain forcé semble devoir durer toujours, les bidonvilles représentent l'unique point de chute des laissés-pour-compte du capitalisme. Près de la moitié de l'urbanisation se fait aujourd'hui via les bidonvilles, notamment dans les régions les plus pauvres du monde. En Éthiopie, au Tchad, au Népal ou en Afghanistan, la quasi-totalité de la population urbaine vit dans des bidonvilles. Et la tendance ne se limite pas aux pays dits en voie de développement. Aux États-Unis, en 2003, on comptait déjà 13 millions d'habitants en bidonvilles. « *Si la tendance se poursuit, note Gautam Chatterjee, expert en planification, les villes vont disparaître et nous n'aurons plus que des bidonvilles.* »

Mais, avec un bidonville, de quoi parle-t-on exactement ? Il n'y a pas grand chose de comparable entre les 1,5 million de Cairotes qui vivent sur les toits ou ceux qui squattent les caveaux d'un cimetière, les villages de tentes pour les naufragés économiques aux États-Unis, la jungle de Calais et certains bidonvilles turcs et indiens construits de manière traditionnelle par des paysans sans terre qui maîtrisent encore ces techniques de construction. Ce que retiennent les auteurs du *Challenge of Slums* (le « défi des bidonvilles »), un groupe d'une centaine de chercheurs qui a planché sur la question, c'est le surpeuplement, les logements informels ou de piètre qualité, l'accès insuffisant à de l'eau saine, le manque d'hygiène et l'insécurité quant à la jouissance du domicile.

## Un symptôme du néolibéralisme

Pour Mike Davis, chercheur indépendant et auteur du livre glaçant sur la « *bidonvillisation* » du monde *Le Pire des mondes possibles* (*La Découverte, 2007*), l'explosion des bidonvilles est un symptôme du néolibéralisme, une conséquence directe de l'abandon de l'État et de la mise en place des PAS : les plans d'ajustement structurel, ces prêts du FMI (Fonds monétaire international) et de la Banque mondiale à des pays sinistrés économiquement en échange de saignées dans leurs dépenses sociales. Pour l'auteur, c'est pendant la décennie 1980 que les bidonvilles sont devenus « *l'avenir inéluctable non seulement des migrants ruraux pauvres, mais aussi des millions d'urbains traditionnels déplacés ou plongés dans la misère par la violence des*

“ajustements” ». Il rappelle que la densification ou la création de bidonvilles sont parfois dues à des guerres ou à des catastrophes dites naturelles mais sont la plupart du temps le produit de la lutte des classes, d’une urbanisation et d’une prolétarianisation imposées par la loi du marché.



À Djakarta, la capitale indonésienne, vers 2004.

Comme le note le chercheur Jan Breman, la vraie crise du capitalisme, c’est la création de cette classe ouvrière informelle d’un milliard de membres poussés par la nécessité à accepter n’importe quel type de travail. Les habitants font parfois plusieurs heures de trajet pour aller tirer des charrettes ou servir de domestique. On assiste au retour en force du travail des enfants et les trafics d’organes sont monnaie courante dans les bidonvilles indiens. Expulsables du jour au lendemain, les communautés de squatteurs sont rançonnées par des élus corrompus et les mafias qui prolifèrent.

## Détruisez un bidonville, il s'en créera un autre, pire encore

Incapables d'intégrer ces indésirables qu'il a créé, le monde capitaliste les chasse de sa vue. L'expulsion des bidonvilles fut longtemps le réflexe des autorités. Mais tous les chercheurs le disent : détruisez un bidonville, il s'en créera un autre, pire encore que celui expulsé. Les habitants délogés ne disparaissent pas et doivent trouver dans l'urgence un nouvel endroit pour construire leur logis, souvent dans des conditions bien pires : logement plus vétustes, moins grands, plus loin des centres-villes, plus dangereux et insalubres.



À Ezbet Al Nakhl, dans le quartier d'Al Marg, au Caire, la capitale égyptienne.

Parfois, par grandeur d'âme, calcul électoral ou pour faire plaisir aux promoteurs immobiliers, les gouvernements décident de reloger les habitants des bidonvilles dans

des « *grands ensembles* ». Dans la majorité des cas, selon Mike Davis, ces habitats bénéficient aux fonctionnaires et aux classes moyennes. Quand ce ne sont pas les autorités qui mettent en place des critères ou des tarifs rédhibitoires empêchant les pauvres d'accéder aux logements théoriquement construits pour eux, ce sont ces derniers qui refusent de s'y installer car, paradoxalement, leurs conditions de vie y sont moins favorables.

### « Installés dans la nuit »

Il n'est pas rare que les habitants des bidonvilles se rebellent quand on veut les en déloger car, au moins, ils ont les moyens d'y survivre. Dans les bidonvilles, les habitants transforment leur maison en petit commerce ou en atelier et peuvent élever quelques animaux et cultiver un lopin de terre. Chose impensable dans les tours de béton standardisées, totalement inadaptées au mode de vie et de subsistance des anciens squatteurs. C'est ainsi que les bidonvilles d'Istanbul sont appelés « *Geçekondus* », ce qui signifie « *installés dans la nuit* », en raison de la combativité des habitants de l'un d'entre eux qui, pendant 37 jours, ont reconstruit le soir les logements que les autorités détruisaient dans la journée, jusqu'à ce que ces dernières abandonnent la partie.

Au grand dam des aménageurs, « *les pauvres préfèrent concrètement leurs anciens bidonvilles aux nouvelles barres de logement* », note Mike Davis. Quant à ceux qui ont accepté le relogement, ils disent avoir gagné en confort matériel mais perdu sur tous les autres plans : « *Les habitants se plaignent d'une perte de solidarité et de sens de la communauté. Quand on les interroge, les résidents font part d'un déclin spectaculaire des interactions sociales, dans les rapports entre voisins et dans la fréquence avec laquelle les enfants jouent entre eux, ainsi que d'un accroissement de l'isolement et de la solitude des personnes âgées* », poursuit-il.

## Les architectes coloniaux français à Alger

Face à l'échec de la répression étatique et à celui de l'État providence, c'est la Banque mondiale qui s'est mis en tête de régler le problème des bidonvilles en viabilisant des terrains, en allouant des prêts pour la construction de logements sûrs et en offrant des titres de propriété à des squatteurs. Là encore, l'échec fut cinglant. Les pauvres se sont mis à louer ou à vendre leur parcelle devenue légale à des personnes encore plus pauvres qu'eux. Quant aux ONG, financées entre autre par la Banque mondiale, elles ont eu pour effet de déradicaliser les mouvements de contestation qui naissaient en individualisant le traitement des problèmes sans s'attaquer à leurs causes profondes.



À Hong Kong, en Chine.

Mais alors, comment régler le problème des bidonvilles ? Si les efforts conjoints de différents acteurs se sont révélés inefficaces, c'est peut-être que la question est mauvaise. Peut-être que les bidonvilles ne sont pas le problème mais la conséquence d'un problème

plus vaste : un système injuste qui produit et rejette mécaniquement dans ses marges une armée de déshérités. Certains, comme le géographe John Turner (dont les idées ont inspiré l'ancien directeur de la Banque mondiale **Robert McNamara**), louent le génie créatif des bidonvilles, allant même jusqu'à avancer que, loin d'être le problème, les bidonvilles sont la solution. Avant lui, les architectes coloniaux français à Alger vantaient déjà « *la souplesse avec laquelle les espaces s'adaptent aux différentes fonctions et aux besoins changeants des usagers* ». Quelques décennies plus tard, le prince Charles, en visite en Inde, déclarait : « *Nous avons beaucoup à apprendre sur la façon dont les systèmes complexes peuvent s'auto-organiser autour du capital communautaire pour créer des ensembles harmonieux.* »

## Taire, voire normaliser les inégalités

Louer les capacités d'autogestion et d'adaptation des habitants des bidonvilles sans dénoncer les raisons qui les ont conduits à s'entasser dans ces taudis revient à taire, voire à normaliser les inégalités. Gita Verman, architecte et auteur, estime que ce n'est pas à cause « *de la pauvreté urbaine que les bidonvilles existent, mais à cause de la richesse urbaine* ». Pour elle, « *remplacer l'étiquette "problème" par l'étiquette "solution" [...] signifie accepter l'injustice que constitue le fait qu'un quart à un cinquième de la population de la ville vit sur à peine 5 % de sa superficie* ».



Le «township» de Soweto, à Johannesburg, en Afrique du Sud, en 2005.

Le quotidien libéral *Les Échos*, dans un [article récent](#), salue lui aussi la résilience et le caractère durable des bidonvilles : « *Vue du ciel, la morphologie de ces quartiers fait apparaître des évidences fonctionnelles, comme la sauvegarde de surfaces paysannes pour alimenter des marchés de proximité, la géométrie des rues, facilitant l'orientation dans ces dédales sans noms, et l'optimisation de l'espace.* » Il est clair que les bidonvilles sont écologiquement en avance : ils expérimentent la décroissance (subie), pratiquent le recyclage et l'agriculture urbaine. Mais si le quotidien des riches met en avant l'inventivité des pauvres, ce n'est pas sans arrière-pensée. Un peu plus loin, le journaliste loue, sans rire, « *le potentiel économique durable des bidonvilles* ». Il cite l'exemple de Lafarge, qui « *teste grandeur nature une organisation logistique pour livrer en tricycle du béton à prise retardée avec des seaux de 15 litres dans les rues étroites de Dharavi* ». Une aubaine pour le bétonneur, qui voit lui aussi dans ce marché de mal-logés un « *énorme potentiel* ».



Après avoir tout tenté pour éradiquer, pacifier et invisibiliser les bidonvilles, les aménageurs et les milieux économiques voient maintenant ce milliard de squatteurs comme un nouvel or pauvre, un marché à conquérir.

## L'appauvrissement généralisé est notre horizon

Dans son livre *L'Architecture de survie* (Ed. de l'Eclat, 2003), l'architecte Yona Friedman fait lui aussi l'éloge des bidonvilles. Sauf qu'il ne les voit pas comme un problème à régler ou une source de profit mais comme la « *société anarchiste des pauvres* », des îlots qui ont fait sécession du monde capitaliste. Il en fait un exemple, probablement idéalisé, d'une autre organisation sociale en « *rupture avec la ville bourgeoise* ». L'unité de base en serait le « *bidonvillage* », quartier autogéré et autosuffisant au sein du bidonville où la vie ne serait plus soumise au diktat de l'économie.



Près de Dacca, la capitale du Bangladesh, en 2005.

Il voit le « *bidonvillage* » comme un « *atelier de l'avenir* » dans un monde glissant vers la pauvreté généralisée. Dans son optique, face à l'épuisement programmé de nos stocks de ressources, demain, nous serons tous pauvres, citoyens riches d'aujourd'hui compris. Et, face aux pénuries à venir, Yona Friedman avance que les mégalo-poles, fragiles, totalement dépendantes de l'extérieur et trop grandes pour pouvoir réagir aux chocs de manière efficace, offrent peu de chances de survie. Il propose de transformer les villes en « *villages urbains* », autosuffisants et politiquement autonomes, capables de s'adapter rapidement à des situations changeantes, à l'image du « *bidonvillage* ».

Mike Davis et Yona Friedman, malgré leurs approches fort différentes, tombent d'accord sur un point au moins : l'appauvrissement généralisé est notre horizon. Le premier espère néanmoins que les masses de pauvres se rebelleront plutôt que de tomber dans les violences communautaires. Le second estime que ce n'est que la pénurie qui nous

poussera à changer nos habitudes et notre organisation sociale. La situation actuelle semble lui donner raison. Notre monde se dérobe sous nos pieds mais nous continuons à agir comme s'il devait durer toujours, comme si nous n'étions pas concernés par son effondrement. Les riches, eux, se préparent déjà. Tandis qu'[ils se barricadent dans des gated communities](#) (ou « *résidence fermée* ») pour se protéger de la misère et de la colère qu'ils génèrent, leurs armées s'entraînent à la guérilla urbaine. Il semblerait qu'ils prennent très au sérieux l'avertissement de la Banque mondiale, qui prévoyait, dès les années 1990, que la pauvreté urbaine deviendrait « *le problème le plus important et le plus politiquement explosif du siècle prochain* ».

**Lire aussi :** [Habiter dans les arbres pour contrer l'étalement urbain](#)

**Source :** Jonas Lum pour *Reporterre*

**Photos :**

- . chapô : le reflet d'une favela de Belo Horizonte, au Brésil. [Flickr](#) (Cristiano Oliveira/CC BY-NC 2.0)
- . Djakarta : [Wikipedia](#) (Jonathan McIntosh/CC BY 2.0)
- . Le Caire : [Wikipedia](#) (Ventus/CC BY-SA 3.0)
- . Hong Kong : [Wikipedia](#) (Stephen Codrington/CC BY 2.5)
- . Soweto : [Wikipedia](#) (Matt-80/CC BY 2.0)
- . Dacca : [Wikipedia](#) (Mark Knobil/CC BY 2.0)
- . : [Wikipedia](#) (/)

- Emplacement : [Accueil](#) > [Enquête](#) >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Le-bidonville-est-il-l-avenir-de-la-ville>